

Lettre ouverte à Ségolène Royale sur le réacteur nucléaire EPR

mercredi 14 mars 2007, par [Sortir du nucléaire](#) (Date de rédaction antérieure : 12 mars 2007).

Lyon, le 12 mars 2007

A l'attention de M^{me} Ségolène Royal

Lettre ouverte

Madame,

Vous n'ignorez plus que cinq rassemblements sur le thème « Pour des alternatives au nucléaire, stop EPR », sont prévus le 17 mars à Toulouse, Lyon, Strasbourg, Lille et Rennes pour s'opposer au projet EPR et au couloir de ligne THT 400 000 volts dit Cotentin-Maine, vers les Pays de la Loire et la Bretagne.

Nous avons sollicité les citoyens pour qu'ils fassent savoir aux candidats (tes) qu'ils ne donneront pas leurs voix à un(e) candidat(e) qui ne se prononcerait pas clairement pour l'abandon du prototype EPR. Actuellement, 600 000 citoyens participent à cette campagne en envoyant une carte pétition à l'ensemble des candidats à la présidentielle.

Au cas où vous seriez élue à la présidence de la République, qu'allez-vous faire ?

Les réponses que vous et le Parti Socialiste avez apportées à nos questions évoquent tantôt le gel, ou le moratoire, parfois le terme d'un nouveau et vrai débat public sur l'EPR, tantôt la « remise à plat de l'ensemble de la politique énergétique ». Tout ceci ne nous semble pas encore assez clair.

On assiste actuellement à une accélération des procédures administratives :

- * enquêtes publiques au cours de l'été 2006.
- * autorisation de commencer les travaux dits préliminaires (fondations, bassin de tranquillisation des eaux de pompage, canalisation de rejets sur le domaine maritime, début août, mais sans concession d'énergie adéquate, sans autorisation de centrale à béton, de concassage et transit de matériaux ce qui suscite actuellement la multiplication de nouvelles enquêtes publiques, en même temps).
- * enquête publique à la fois pour l'augmentation des autorisations de rejets chimiques et radioactifs, liquides et gazeux (surtout pour le tritium et le carbone 14) concernant les deux réacteurs en fonctionnement à Flamanville, malgré la convention Ospar qui engage l'Union Européenne et les autres pays de l'Atlantique Nord à réduire leurs rejets chimiques et radioactifs progressivement vers zéro avant 2019 et pour des autorisations de rejets à propos de l'EPR dont le fonctionnement ne devrait pas commencer avant 2012 - 2015, si le projet était mené à son terme.
- * validation du projet EPR par l'Autorité de sûreté nucléaire dont on sait l'appartenance de ses responsables au même grand corps d'état des mines que ceux à la tête d'AREVA - NC le vendeur du

prototype – ce qui laisse augurer de la sortie prochaine de la signature gouvernementale pour le décret de création.

Le gouvernement actuel et AREVA-N.C. jouent le fait accompli et veulent forcer EDF et le prochain gouvernement à continuer un projet dont on sait l'inutilité, l'ineptie même (produire l'électricité en Nord Cotentin pour la transporter vers les Pays de la Loire et la Bretagne entraîne des coûts, des pertes en lignes et des difficultés supplémentaires pour l'élevage et les habitants) et l'immobilisation de capitaux qui pourraient être répartis vers les économies d'énergie, la maîtrise de celle-ci et les énergies renouvelables diversifiées et décentralisées.

Si vous êtes élue début mai 2007, vous nommerez un nouveau Premier ministre. Un nouveau gouvernement sera mis en place avant même les élections législatives de juin. Il aura le pouvoir d'annuler tous les décrets de l'Etat central, arrêtés et autorisation divers et préfectoraux.

Sans ces annulations, toute éventuelle décision de gel, de moratoire, de remise à plat de la loi sur l'énergie ne serait que manipulation d'électorats à laquelle vos prédécesseurs nous ont malheureusement habitués, « attrape » voix bien nécessaire à votre victoire, aux risques de difficultés ultérieures sur les terrains entre le Cotentin et le Maine et de la déception des citoyens sur l'ensemble du territoire : un sondage Eurobaromètre de février 2007 montre que 59% des Français souhaitent une diminution de la part du nucléaire dans la production d'électricité alors que seulement 28 % en souhaitent l'augmentation. La démocratie ne sortirait pas grandie d'une telle tromperie.

Nous souhaitons vraiment que vous clarifiez vos positions en faveur de l'arrêt d'un projet EPR qui engage l'avenir.

Nous vous renouvelons notre invitation à participer à l'un des 5 rassemblements du 17 mars 2007 à 14 h.

Pourquoi pas à Rennes ?

D'autre part, nous vous remercions de bien vouloir nous accorder un entretien.

Recevez, Madame, l'assurance de nos sincères salutations.

Le Conseil d'Administration du Réseau « Sortir du nucléaire »